



Cher(es) camarades

Depuis plusieurs jours nous sommes confrontés à une situation inédite dont personne aujourd'hui ne connaît la finalité ni les conséquences qu'elle aura, à moyen et long terme sur l'ensemble des populations et sur la planète.

**Depuis plusieurs jours** les représentants du gouvernement nous martèlent à longueur de journée, qu'il faut **rester confinés à notre domicile**, éviter tout déplacement ou sortie considérés comme non prioritaires, respecter à la lettre les consignes de sécurité individuelle et collective.

**Depuis plusieurs jours** on nous dit que **seules les activités considérées comme stratégiques et vitales pour le Pays, doivent continuer à fonctionner**, à savoir : les transports, la santé, l'industrie alimentaire, énergétique et toutes celles qui peuvent contribuer à endiguer et éradiquer l'épidémie qui nous frappe et frappe le monde.

Par conséquent, **toutes les autres activités, celles qui ne relèvent pas d'un caractère vital doivent être mises à l'arrêt tant que la situation ne sera pas revenue à la normale.**

**Depuis plusieurs jours pourtant dans de nombreuses entreprises de la Métallurgie, des salariés CDI, intérimaires sont confrontés à des situations inacceptables** et intolérables que tentent de leur imposer leurs dirigeants. Pour ces derniers, toutes les activités sont stratégiques et doivent continuer à fonctionner quel qu'en soit le prix à payer.

En Italie, le gouvernement vient de prendre la décision d'arrêter tous les activités qui ne sont pas vitales, dont les entreprises de la métallurgie, afin de tenter d'éradiquer cette épidémie qui a déjà causé la mort de plus de 4000 italiens.

Devons-nous attendre d'être dans la même situation pour appliquer cette mesure en France ?

Combien de mort faut-il en France et combien de services d'urgence et service hospitaliers doivent être au bord de l'explosion pour que cette mesure soit prise ?

Paradoxalement, depuis plusieurs mois pourtant, les **salariés de l'entreprise LUXFER située à Gerzat** spécialisée dans la fabrication de bouteilles d'oxygène médical, dont on tant besoin les personnels de santé dans la période, se battent pour maintenir cette activité sur le territoire Français. **LUXFER reste la seule entreprise en Europe à fabriquer ce genre de matériel.**

**LUXFER** reste pourtant fermée alors que l'on force parfois, sous la menace, des salariés de la filière Automobile, Aéronautique, Sidérurgique et autres, à reprendre et maintenir l'activité parfois au péril de leur vie.

De qui se moque-t-on ?

Nous sommes devant un scandale d'Etat avec comme premier complice le patronat et tout particulièrement celui de la métallurgie.

**Alors que la propagation du virus se poursuit et n'a pas atteint son pic de contamination, que des médecins hospitaliers ont lancé depuis hier un cri d'alerte pour un confinement total, le patronat et le gouvernement utilisent tous les moyens pour imposer coûte que coûte la reprise du travail.**

C'est le sens de la loi « état d'urgence sanitaire » qui vient d'être votée et qui confère des pouvoirs spéciaux aux employeurs en leur permettant de déroger, soit disant momentanément, au Code du Travail. Ils vont même jusqu'à proposer une prime de 1 000 €, pour encourager les salariés à venir travailler, **c'est un véritable mépris de classe.**

**Face à cette situation inqualifiable, j'appelle l'ensemble des syndicats de la Métallurgie, avec les syndiqués, les salariés qui ne produisent pas de matériels vitaux, à mettre tout en œuvre et utiliser tous les moyens législatifs (DGI, droit de retrait, télétravail), appels à la grève, pour permettre d'assurer et de préserver la santé des salariés et celle de leur proche.**

**NOS VIES PASSENT AVANT LEURS PROFITS !!!**

**Frédéric SANCHEZ**  
Secrétaire Général de la FTM-CGT

Montreuil, 23 Mars 2020